

Sur la SNCF, la bêtise des éditorialistes va bon train

•  [Samuel Gontier](#)

Un service public fonctionnant avec le privé, des cheminots au statut anachronique, des syndicats preneurs d'otages... Les éditorialistes n'en finissent pas d'aller dans le sens de la réforme de la SNCF.

« *La question du jour : SNCF, va-t-on vers un conflit majeur ?* » s'inquiète David Pujadas. Ecarté du 20 heures de France 2, il anime sur LCI un succédané de *C dans l'air* modestement baptisé *24h Pujadas*. Invitée, une journaliste de *L'Opinion* justifie le recours aux ordonnances « *si on en a ras-le-bol que tout le monde parle pour ne rien dire* ». Un spécialiste des finances publiques juge que moult rapports sur la SNCF ont suscité maints débats. « *Donc, la concertation, elle a déjà eu lieu.* » François de Closets se réjouit de la mise à l'écart des partenaires sociaux. « *On voit une reprise en main par Emmanuel Macron, ça me paraît beaucoup plus démocratique. — Je suis entouré du fan-club de M. Macron, ça fait plaisir* », raille un syndicaliste de Sud Rail, Bruno Poncet, louant le service public de l'éducation, de la santé, de la police... « *Moi aussi, je suis attaché au service public, argue François de Closets. Mais on peut faire un service public avec des entreprises privées.* » Un service public privé ? Après un rappel des « *énormes grèves et manifestations* » de 1995, un « *chercheur spécialiste des conflits sociaux* » estime « *la capacité à mobiliser des syndicats bien moindre. Certains se disent : les Français ont laissé passer la loi travail, ils ont fait, eux, les efforts, pourquoi les cheminots ne les feraient pas ?* ».

Il serait injuste que les cheminots ne jouissent pas de la précarité des salariés du privé.

“On n’est plus tout à fait dans ‘La Bête humaine’”, David Pujadas

L’animateur aborde « *le fond du sujet, ce fameux statut des cheminots* ». Sur des images de trains à vapeur, une journaliste évoque « *un statut qui a plus d’un siècle* », conservé « *même si les conditions ont changé* », puis énumère ses privilèges somptuaires. « *Ce statut est-il toujours justifié ou est-il anachronique ?* » rebondit Pujadas avant de paraphraser Emmanuel Macron au Salon de l’agriculture : « *Je ne peux pas avoir d’un côté les agriculteurs qui ont très peu de retraite et de l’autre des cheminots qui ne veulent rien changer.* » Il serait injuste que les cheminots jouissent d’une retraite - supérieure à celle d’un agriculteur qui en a très peu. L’animateur accueille « *un cheminot entre guillemets de la base* ». Du sommet de la base : il a terminé « *chef d’unité, à la tête de cent quatre-vingt-dix personnes. Ce statut est-il entièrement justifié comme il l’était il y a un siècle ?* ». L’invité concède « *des choses qui méritent d’être revues, comme la retraite des conducteurs.* — *On n’est plus tout à fait dans La Bête humaine, appuie Pujadas.* — *Exactement.* — *Quand Jean Gabin conduisait des locomotives à vapeur.* » Anachroniques. « *Vous êtes parti à quel âge à la retraite ? — 55 ans. — Et vous auriez bien travaillé quelques années en plus ? — Peut-être un peu.* » CQFD, en dehors des syndicalistes extrémistes, les cheminots approuvent la réforme.

Droit de grève anachronique ?

C’est l’heure des questions de téléspectateurs. « *Peut-on accepter que les cheminots bloquent pendant un mois les trains et pénalisent tous les Français ? — Les syndicats menacent de nous prendre en otage dans des conditions scandaleuses !*, réagit François de Closets. — *N’employez jamais le mot de preneur d’otage*, corrige Bruno Poncet. — *Ah si, je l’emploie, je me sens pris en otage.* — *Moi, j’ai été pris en otage.* — *Vous faites allusion à quoi ?*, s’enquiert Pujadas. — *J’ai été pris en otage au Bataclan. Les preneurs d’otages, les terroristes, je sais ce que c’est.* » Et alors ? Qui sont les plus dangereux, les terroristes islamistes ou les terroristes syndicalistes ? « *On enchaîne avec une voix qui porte, celle d’un ancien président de la SNCF.* » « *SNCF : Louis Gallois salue la réforme* », clame un bandeau avant même qu’il ait répondu à la première question : « *C’est une bonne chose, la fin du statut, il était devenu anachronique ?* » Et le droit de grève, l’est-il aussi ?, reprend Pujadas le lendemain, posant « *la question du jour : a-t-on le droit de bloquer la France ? C’est un grand classique qui s’annonce avec ses images d’Epinal, quasi mythologiques, de Henri Krasucki à Marc Blondel, des blocages de dépôts aux*

chemises déchirées... ». Et aux séquestrations de pdg. *« Est-ce là un juste exercice de la démocratie sociale ? »* Certainement pas. *« Ou faudrait-il en finir avec cette exception française ? »* Ça paraît évident. *« On en parle et vous allez vous faire votre idée. »* En toute objectivité.